



ACCORD-CADRE MULTI-ATTRIBUTAIRE PASSE EN APPEL D'OFFRES OUVERT

Cahier des clauses administratives
particulières commun à l'accord-cadre et
aux marchés subséquents : CCAP

Fourniture et acheminement de gaz naturel et
services associés sur le périmètre de la région
Bourgogne Franche-Comté

Accord-cadre n°2017-5

SOMMAIRE

ARTICLE 1. OBJET.....	5
ARTICLE 2. FORME DU CONTRAT.....	5
ARTICLE 3. MONTANT DE L'ACCORD-CADRE.....	5
ARTICLE 4. DUREE - DELAIS D'EXECUTION - PENALITES.....	5
4.1. DUREE DE L'ACCORD-CADRE ET ENTREE EN VIGUEUR	5
4.2. RECONDUCTIONS DE L'ACCORD-CADRE	5
4.3. DUREE DES MARCHES SUBSEQUENTS CONCLUS SUR LA BASE DU PRESENT ACCORD-CADRE	6
4.4. DELAIS D'EXECUTION DES PRESTATIONS OBJET DES MARCHES CONCLUS SUR LA BASE DU PRESENT ACCORD-CADRE	6
4.5. PENALITES POUR RETARD DANS L'EXECUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS CONCLUS SUR LA BASE DE L'ACCORD-CADRE	6
4.6. RISQUES ENCOURUS EN CAS D'ABSENCE DE REPONSE AUX MARCHES SUBSEQUENTS	9
ARTICLE 5. ALLOTISSEMENT.....	9
ARTICLE 6. OBLIGATION DES TITULAIRES DE L'ACCORD-CADRE.....	10
ARTICLE 7. LIEU D'EXECUTION.....	10
ARTICLE 8. DOCUMENTS CONTRACTUELS	10
ARTICLE 9. MARCHES SUBSEQUENTS	10
9.1. OBJET ET FORME DES MARCHES SUBSEQUENTS.....	10
9.2. FORME DES MARCHES SUBSEQUENTS	11
9.3. DUREE DES MARCHES SUBSEQUENTS	11
9.4. MODALITES D'ATTRIBUTION DES MARCHES SUBSEQUENTS.....	12
ARTICLE 10. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	12
10.1. NOTIFICATION DES MARCHES SUBSEQUENTS	12
10.2. RATTACHEMENT D'UN POINT DE LIVRAISON	13
10.3. DETACHEMENT D'UN POINT DE LIVRAISON.....	13
10.4. RELATIONS AVEC LE GRD	13
ARTICLE 11. CONDITION DE PRIX	14
11.1. STRUCTURE DU PRIX	14
11.2. REVISION DES PRIX DES MARCHES SUBSEQUENTS.....	17
11.3. PENALITES POUR DEPASSEMENT DE CAPACITE JOURNALIERE.....	18
11.4. PRIX DE REGLEMENT.....	18
11.5. POSSIBILITE D'UNE CLAUSE DE SWAP	19
ARTICLE 12. MODALITES DE REGLEMENT	19
12.1. DELAI GLOBAL DE PAIEMENT.....	19
12.2. MODALITES DE REGLEMENT	20
12.3. FINANCEMENT	20
12.4. FACTURATION.....	20
ARTICLE 13. AUTORISATION DE FOURNITURE DE GAZ NATUREL.....	20
ARTICLE 14. ATTESTATIONS ET ASSURANCES	20
ARTICLE 15. CONFIDENTIALITE.....	21
ARTICLE 16. RESILIATION.....	21
ARTICLE 17. MODIFICATION ULTERIEURS DE L'ACCORD CADRE ET DES MARCHES SUBSEQUENTS	22
ARTICLE 18. GARANTIE	22
ARTICLE 19. AVANCE.....	22
ARTICLE 20. DROIT - LANGUE ET MONNAIE.....	23
ARTICLE 21. DIFFERENDS ET LITIGES	23

ARTICLE 22.	DEROGATIONS	24
ARTICLE 23.	LISTE DES ANNEXES AU PRESENT CCAP	24
ARTICLE 24.	SIGNATURE DU CANDIDAT.....	24



Préambule

Depuis le 1^{er} juillet 2007, et conformément aux articles L. 331-1 et suivants du Code de l'énergie, le marché de l'électricité est ouvert à la concurrence pour tous les consommateurs et pour tous les segments de contrats.

La mutualisation de l'achat peut permettre d'effectuer plus efficacement les opérations de mise en concurrence et, incidemment, d'obtenir des meilleurs prix.

Dans ce contexte, le syndicat intercommunal, d'énergies, d'équipement et d'environnement de la Nièvre (SIEEEN) coordonne un groupement de commandes constitué sur le fondement de l'article 28 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics. Ce groupement vise à répondre aux besoins récurrents de ses membres en matière de :

- fourniture et acheminement de gaz naturel ;
- fournitures et services en matière d'efficacité et d'exploitation énergétique.

Chacun des huit syndicats départementaux d'énergie de Bourgogne Franche-Comté, le Syndicat Intercommunal d'Energies, d'Equipement et d'Environnement de la Nièvre (SIEEEN), le Syndicat Intercommunal d'Energies de Côte d'Or (SICECO), le Syndicat Départemental d'Energies de l'Yonne (SDEY), le Syndicat Départemental d'Energies de Saône et Loire (SYDESL), le Syndicat mixte d'Energies du Doubs (SYDED), le Syndicat mixte d'Energies, d'Equipements et de e-Communication du Jura (SIDEJ), le Syndicat Intercommunal d'Energie du département de la Haute-Saône (SIED) et le Syndicat Intercommunal d'Aide à la Gestion des Equipements Publics du Territoire de Belfort (SIAGEP) se chargent de l'accompagnement des membres sur son territoire respectif.

Le syndicat intercommunal, d'énergies, d'équipement et d'environnement de la Nièvre en tant que coordonnateur du groupement et dans le respect des règles fixées par les textes, est en charge de :

- l'organisation des opérations de sélection d'un ou plusieurs cocontractants en vue de la satisfaction des besoins des Membres du groupement ;
- la signature et la notification des marchés ou accords-cadres qu'il passe, chaque Membre du groupement s'assurant de la bonne exécution des marchés le concernant (cf. acte constitutif du groupement de commandes).

Article 1. Objet

Le présent Cahier des clauses administratives particulières (CCAP) a pour objet de définir les termes et les conditions de l'acheminement et la fourniture de gaz naturel et des services associés pour l'alimentation des Points de livraison des membres du groupement, en application d'un accord-cadre alloti et de marchés subséquents passés sur la base de cet accord-cadre.

L'acheminement et la fourniture de gaz naturel alimentant les Points de livraison des Membres comprennent :

- la fourniture du gaz naturel pour les Points de livraison équipés d'un compteur ;
- l'accès au réseau public de distribution et son utilisation pour les Points de livraison des membres du groupement, dans le cadre d'un contrat unique ;
- les services associés définis à l'article 5 du Cahier des clauses techniques particulières (CCTP) ;
- les prestations relevant de la compétence du Gestionnaire du réseau de distribution (GRD) définies à l'article 10.4 du CCAP.

Les Titulaires de l'accord-cadre et les Titulaires des marchés subséquents exécutent l'ensemble des prestations conformément aux dispositions du présent CCAP et des autres pièces constituant l'ensemble contractuel, défini à Article 8 du présent CCAP.

Article 2. Forme du contrat

Le présent appel d'offres ouvert est soumis aux dispositions des articles 66 à 68 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

L'ensemble contractuel se compose d'un accord-cadre multi-attributaire de fournitures courantes et de services, conclu conformément aux articles 78 à 80 du décret n°2016-360 du décret du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

Article 3. Montant de l'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu sans minimum ni maximum de montants ou de quantités.

Article 4. Durée - délais d'exécution -pénalités

4.1.Durée de l'accord-cadre et entrée en vigueur

La durée de validité de l'accord-cadre est de trois (3) ans à compter de sa notification. La conclusion des marchés subséquents intervient pendant la durée de validité de l'accord-cadre. La date de fin d'exécution des prestations des marchés subséquents peut-être postérieure à la date d'échéance de l'accord-cadre, sans toutefois que cette prolongation de l'exécution au-delà de la date de validité de l'accord-cadre soit de nature à méconnaître l'obligation de remise en concurrence.

4.2.Reconductions de l'accord-cadre

L'accord-cadre ne sera pas reconduit.

4.3.Durée des marchés subséquents conclus sur la base du présent accord-cadre

Cf. art. 9.3 du présent CCAP

4.4.Délais d'exécution des prestations objet des marchés conclus sur la base du présent accord-cadre

Les délais d'exécution seront fixés dans les marchés subséquents conclus sur la base du présent accord-cadre.

4.5.Pénalités pour retard dans l'exécution des marchés subséquents conclus sur la base de l'accord-cadre

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG FCS, le titulaire est exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 50 € HT.

Elles ne sont pas affectées par la mise en œuvre de la clause de variation des prix et ne sont pas assujetties à la TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Pour le calcul du nombre de jours de retard, il n'est tenu compte ni du jour de la date limite ni du jour de la date réelle de remise du document.

4.4.1.Pénalités applicables par les membres

- 1) En cas d'absence non justifiée à une réunion avec un membre, il sera appliqué par le membre une pénalité par réunion manquée calculée comme suit :
Pénalité = 50 € X nombre de PDL du Membre
Cette pénalité est plafonnée à 1000 € par réunion manquée.
- 2) En cas de retard dans l'intégration d'un nouveau point de livraison à la date fixée dans l'ordre de service tel que précisé à l'article 10.2 du présent document, selon le délai maximal précisé en annexe 5 du CCTP, et imputable au titulaire du marché subséquent, ce dernier encourt une pénalité de 10 euros par jour ouvré de retard pour les PCE compris dans les tranches tarifaires de distribution TD1 et TD2, définies à l'article 11.1.2 du présent CCAP, et de 50 euros par jour de retard pour les PCE compris dans la tranche tarifaire de distribution TD3, suivant la date de mise en service indiquée dans l'ordre de service, sans mise en demeure préalable.
- 3) En cas de retard dans la sortie d'un point de livraison à la date fixée dans l'ordre de service tel que précisé à l'article 10.3 du présent document, selon le délai maximal précisé en annexe 5 du CCTP, et imputable au titulaire du marché subséquent, ce dernier encourt une pénalité de 10 euros par jour ouvré de retard pour les PCE compris dans les tranches tarifaires de distribution TD1 et TD2, définies à l'article 11.1.2 du présent CCAP, et de 50 euros par jour de retard pour les PCE compris dans la tranche tarifaire de distribution TD3, suivant la date de détachement indiquée dans l'ordre de service, sans mise en demeure préalable.
- 4) En cas de retard dans le retour d'un ordre de service, selon le délai maximal précisé en annexe 5 du CCTP, et imputable au titulaire du marché subséquent, ce dernier encourt une pénalité de 10 euros par jour ouvré de retard suivant la date de réception de l'ordre de service, sans mise en demeure préalable.
- 5) En cas de retard dans la transmission des factures
Cet article s'applique aux retards de facturation non justifiés par le titulaire auprès du membre concerné.

Le retard est calculé à partir du trente et unième jour (31) suivant le dernier jour du mois d'émission de la facturation prévu par la fréquence indiquée dans le mémoire technique du titulaire. A partir de ce jour, il sera appliqué par le membre une pénalité, par jour ouvré de retard, d'un montant représentant 2 % du montant TTC de la facture concernée, plafonnée à 50 % du montant total de la facture.

Pour le mois de décembre, le délai est ramené à quinze (15) jours pour permettre aux collectivités de clôturer leur exercice comptable.

- 6) En cas de non-conformité des factures avec les exigences fixées à l'article 5.1 du CCTP, le membre est en droit de refuser la facture et d'en suspendre le paiement sans frais. Le titulaire devra alors se conformer aux exigences de l'article 5.1 du CCTP.
- 7) En cas d'erreur de facturation, le titulaire s'engage à transmettre une facture rectificative dans les délais indiqués dans l'annexe 5 du CCTP, à compter de la constatation écrite par le membre du groupement. En cas d'absence de réponse ou en cas de renouvellement de l'erreur il sera appliqué une pénalité par jour ouvré de retard égale à 0,5% du montant TTC de la facture concernée plafonnée au montant total de la facture.
- 8) En cas de retard dans la mise à disposition des fichiers numériques conformément à l'article 5.2 du CCTP, il sera appliqué par le membre une pénalité par jour ouvré de retard par fichier manquant, ou non téléchargeable. Ces pénalités sont applicables à compter du premier jour suivant les délais de mise à disposition décrits par le titulaire dans son mémoire technique. Les pénalités, par type de fichier manquant, sont les suivantes :
 - Retard dans la mise à disposition des informations relatives aux données de facturation sous un format numérique de type tableur (.XLS) : pénalité par jour ouvré de retard de 50 € plafonnée à 50% du montant total de la facture.
 - Retard dans la mise à disposition des factures au format PDF: pénalité par jour ouvré de retard de 50 € plafonnée à 25% du montant total de la facture.
 - Retard dans la mise à disposition du feuillet récapitulatif annuel : pénalité par jour ouvré de retard de 100 € plafonnée à 2000 €.
- 9) En cas de suppression anticipée des fichiers numériques sur l'outil en ligne par rapport à la durée de stockage des données indiquée par le titulaire dans son mémoire technique, conformément à l'article 5.2.1 du CCTP, il sera appliqué par le membre une pénalité journalière par fichier manquant. Le titulaire dispose d'un délai de 10 jours ouvrés pour remettre en ligne des données manquantes suite à la notification du membre ou du coordonnateur. Passé ce délai, si des données sont toujours manquantes, les pénalités sont applicables à compter de la première notification du membre ou du coordonnateur au titulaire. Les pénalités, par type de fichier manquant, sont les suivantes :
 - informations relatives aux données de facturation sous un format numérique de type tableur (.XLS) : pénalité journalière de 50 € plafonnée à 1000 €.
 - factures ou bordereaux au format PDF: pénalité journalière de 50 € plafonnée à 1000 €.
 - feuillet récapitulatif annuel : pénalité journalière de 100 € plafonnée à 2000 €.
- 10) En cas de retard non justifié dans l'optimisation des coûts d'accès au réseau de distribution, selon le délai maximal précisé en annexe 5 du CCTP, suite à une validation par le membre par ordre de service conformément à l'article 8 du CCTP, il sera appliqué par le membre une pénalité par jour ouvré de retard et par PDL de 10 €.
- 11) En cas d'interruption de service de l'espace client, il sera appliqué par le membre une pénalité

de 100 € par jour ouvré de retard à compter de deux (2) jours calendaires après la réclamation du membre et ce jusqu'à rétablissement du service.

12) En cas de défaut de réponse à une question relative à la facturation et à la gestion du marché, selon le délai maximal précisé en annexe 5 du CCTP, le titulaire du marché subséquent encourt une pénalité de 20 euros par jour ouvré de retard suivant la date de la demande, sans mise en demeure préalable.

13) En cas de retard dans le paramétrage d'un utilisateur secondaire sur l'espace client du membre, conformément à l'article 5.2.4 du CCTP et suivant les délais précisés en annexe 5 du CCTP, le titulaire du marché subséquent encourt une pénalité de 10 euros par jour ouvré de retard suivant la date de réception du mandat et par utilisateur secondaire, sans mise en demeure préalable.

14) En cas de non présentation ou présentation partielle des garanties d'origine liées à la fourniture de biométhane.

Dans la mesure où le titulaire ne serait pas en mesure de prouver en tout ou partie l'origine de du gaz naturel selon les modalités prévues à l'article 5.3 du CCTP, il sera appliqué par le membre la pénalité calculée comme suit : Pénalité = Q*G

Pénalité : Montant de la pénalité

Q : Quantité d'énergie verte manquante

G : Surcoût exprimé en €HTT/MWh associé aux garanties d'origine indiqué par le titulaire dans le bordereau des prix unitaires.

Les pénalités annuelles applicables par les membres sont cumulables mais ne pourront toutefois pas représenter plus de vingt (20)% de la facturation globale annuelle hors TVA du lot concerné réglé par les membres au titulaire.

4.4.2. Pénalités applicables par le coordonnateur

- 1) En cas d'absence non justifiée à la réunion annuelle avec le Coordonnateur, il sera appliqué par le coordonnateur une pénalité de 1000 € par réunion manquée
- 2) En cas d'interruption de service de l'espace client, il sera appliqué par le coordonnateur une pénalité de 100 € par jour ouvré de retard à compter de deux (2) jours calendaires après la réclamation du coordonnateur et ce jusqu'à rétablissement du service.
- 3) En cas de retard dans la mise à disposition du fichier périmètre au coordonnateur conformément à l'article 4.7 du CCTP, ou en cas de mise à disposition d'un fichier incomplet ou non conforme, il sera appliqué une pénalité par le coordonnateur de 500 euros par jour ouvré de retard.
- 4) En cas de retard dans la transmission de l'étude d'optimisation des coûts d'accès au réseau de distribution au coordonnateur conformément à l'article 8 du CCTP, il sera appliqué par le coordonnateur une pénalité de 100 € par jour ouvré de retard.
- 5) En cas de retard dans la mise à disposition au coordonnateur du fichier générateur type Excel du Terme forfaitaire, il sera appliqué une pénalité par le coordonnateur de 200 euros par jour ouvré de retard.
- 6) En cas de défaut de réponse à une question relative à la facturation et à la gestion du marché, selon le délai maximal précisé en annexe 5 du CCTP, le titulaire du marché subséquent encourt

une pénalité de 50 euros par jour ouvré de retard suivant la date de la demande, sans mise en demeure préalable.

- 7) En cas de défaut d'information du coordonnateur d'un changement de responsable grand compte conformément à l'article 6.1.2 du CCTP, il sera appliqué par le coordonnateur une pénalité de 1000 €.
- 8) En cas d'absence de responsable grand compte et de son suppléant conformément à l'article 6.1.2 du CCTP, il sera appliqué par le coordonnateur une pénalité journalière de 100 € à partir de la constatation. La constatation intervient lorsque les deux conditions ci-après sont réunies :
 - Cinq (5) absences de réponse successives à des courriels du coordonnateur adressés au responsable grand compte et à son suppléant, dans un délai de quinze (15) jours ouvrés à compter de la date d'envoi ;
 - Absence de réponse, sous vingt (20) jours ouvrés, à un (1) courrier du coordonnateur adressé au responsable grand compte.

Les pénalités annuelles applicables par le coordonnateur sont cumulables mais ne pourront toutefois pas représenter plus de cinq (5)% de la facturation globale annuelle hors TVA réglé par l'ensemble des membres au titulaire.

4.6. Risques encourus en cas d'absence de réponse aux marchés subséquents

Tous les Titulaires de l'accord-cadre sont tenus de remettre une offre conforme aux spécifications de l'accord-cadre lorsqu'ils sont sollicités pour la passation d'un marché subséquent. En cas d'impossibilité de répondre pour l'un des Titulaires de l'accord-cadre, celui-ci devra motiver par écrit son absence d'offre et apporter les preuves afférentes.

A défaut, une pénalité de 5000 € sera appliquée au titulaire sans mise en demeure préalable et versée au coordonnateur du groupement, en outre, son accord-cadre pourra être résilié par le pouvoir adjudicateur.

Article 5. Allotissement

L'accord-cadre est divisé en deux (2) lots, conformément aux dispositions de l'article 79-II-1° du décret du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, selon les tranches tarifaires de distribution :

- LOT n°1 : Les Points de livraison (PDL) situés sur la zone de distribution de gaz naturel Nord, identifiés, dénombrés et évalués à l'annexe 4 du CCTP.
- LOT n°2 : Les Points de livraison (PDL) situés sur la zone de distribution de gaz naturel Sud, identifiés, dénombrés et évalués à l'annexe 4 du CCTP.

Numéro de lot	Nombre de points de livraison	Volume de CAR (MWh)	Limite de rattachement max (MWh) +10%	Limite de détachement max (MWh) -10%
LOT 1	494	48 259	53 085	43 433
LOT 2	1597	159 502	175 452	143 552

Une fois notifié, chaque lot constitue un accord-cadre.

Les quantités indicatives figurant dans le tableau ci-dessus sont la somme des Consommations

Annuelles de Référence (CAR) des PCE du lot considéré.

Les CAR et profils de consommation servant à la définition de ces Lots correspondent aux CAR et aux profils de consommations attribuées par le GRD et en vigueur en avril 2017. Leur mise à jour annuelle opérée par le GRD est susceptible de conduire à une évolution marginale du périmètre des Lots au regard du nombre de Points de livraison concernés, dans les conditions de l'article 10.2 du présent CCAP.

Article 6. Obligation des Titulaires de l'accord-cadre

La notification d'un lot de l'accord-cadre par le Coordonnateur engage les Titulaires de l'accord-cadre à remettre une offre au titre du marché subséquent passé sur la base du Lot pour lequel ils ont été sélectionnés.

Article 7. Lieu d'exécution.

Les lieux d'exécution des prestations correspondent aux Points de livraison des membres du groupement.

Ces Points de livraison peuvent faire l'objet de modifications conformément aux modalités fixées à l'— du présent CCAP.

Article 8. Documents contractuels

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG FCS, les pièces contractuelles constitutives de l'accord-cadre sont par ordre de priorité décroissante :

- **Cadre général de l'accord-cadre :**
 - l'acte d'engagement et ses annexes pour chaque lot ;
 - le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) et ses annexes ;
 - le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes ;
 - le Mémoire technique du titulaire pour chaque lot respectant le cadre du mémoire technique ;
- **Cadre particulier des marchés subséquents :**
 - l'acte d'engagement
 - le cahier des charges spécifiques (CCS-Marché subséquent)
- **Pièces générales :**
 - le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG - FCS) approuvé par l'arrêté du 19 janvier 2009

Article 9. Marchés subséquents

9.1. Objet et forme des marchés subséquents

Le présent accord-cadre donnera lieu à la passation de marchés subséquents conclus pour les besoins des membres du groupement en fonction de la liste des Points de livraison de chacun des lots.

Pour chacun des lots, la mise en concurrence relative à la passation des marchés subséquents est

organisée au moment de la survenance du besoin, conformément à l'article 79-II-1° du décret du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics. Les Titulaires, pour chacun des lots les concernant, ne peuvent prétendre à aucune indemnité d'attente ou de dédit avant le lancement de la procédure de mise en concurrence des marchés subséquents correspondants ou en l'absence de survenance du besoin.

Pour les marchés subséquents, la survenance des besoins peut notamment être appréciée au regard des considérations suivantes :

- opportunité économique au regard de la comparaison de l'évolution des tarifs de gaz naturel ;
- obligation juridique résultant de la disparition des tarifs réglementés de vente de gaz naturel ;
- nécessité de renouveler les marchés de fourniture conclus à prix de marché ;
- pour l'intégration de nouveaux Points de livraison, en application de l'article 10.2 du présent CCAP.

9.2. Forme des marchés subséquents

Les marchés conclus sur la base du présent accord-cadre seront des marchés de fournitures courantes et de services.

9.3. Durée des marchés subséquents

La durée et le début d'exécution des prestations seront fixés dans les documents contractuels des marchés subséquents.

La notification des marchés subséquents intervient pendant la durée de validité de l'accord-cadre.

Les marchés subséquents entrent en vigueur à la date de leur notification au titulaire, date qui n'emporte pas début de fourniture. Le décalage entre la date de notification du marché subséquent et celle de début de fourniture tient notamment compte des délais inhérents à la procédure de changement de Fournisseur qui inclut l'ensemble des démarches du Titulaire envers les Membres ou leurs Bénéficiaires et le Gestionnaire du Réseau de Distribution.

En revanche, la notification des marchés subséquents engage le Titulaire du marché subséquent envers les membres et le GRD à accomplir l'ensemble des opérations nécessaires et préalables à l'exécution des prestations telles que décrites à l'article 4.3 du CCTP ainsi que de l'ensemble des engagements contenus dans le mémoire technique du titulaire.

L'Annexe 4 au CCTP « Bordereau des PCE » mentionne pour chaque Point de Livraison dans la colonne « Date d'entrée décalée dans le marché », la date de début d'exécution de l'obligation de fourniture et d'acheminement de gaz naturel. Il pourra donc y avoir plusieurs dates de début de fourniture au sein d'un même marché subséquent selon les Points de livraison.

Les prestations prennent fin dans deux situations, soit totalement, à la fin du marché subséquent, soit partiellement, en cas de détachement d'un Point de livraison dans les conditions prévues à l'article 10.3 du CCAP.

La durée et le délai d'exécution des prestations seront fixés dans les documents contractuels des marchés subséquents.

La date de fin d'exécution des marchés subséquents peut être postérieure à la date d'échéance de l'accord-cadre sans que cela soit de nature à méconnaître les obligations inhérentes à l'accord-cadre pour l'exécution des marchés subséquents et sans que cette prolongation de l'exécution au-delà de la date limite de validité de l'accord-cadre soit de nature à méconnaître l'obligation de remise en concurrence périodique des titulaires de l'accord-cadre.

9.4.Modalités d'attribution des marchés subséquents

Les marchés subséquents seront attribués après mise en concurrence des Titulaires de l'accord-cadre pour chaque lot concerné. Cette remise en concurrence interviendra lors de la survenance du besoin.

A titre indicatif, le ou les premiers marché(s) subséquents devrai(en)t être attribué(s) à compter de juin 2017 (pour une fourniture de gaz naturel à compter de janvier 2018).

Lors de la passation d'un marché subséquent, le Coordonnateur invite l'interlocuteur désigné par chaque Titulaire - et dont les coordonnées (n° de téléphone, fax et courrier électronique) auront été préalablement indiquées par les Titulaires dans l'acte d'engagement de l'accord cadre- à remettre une offre pour le marché subséquent.

Pour information, les pièces de chaque marché subséquent seront téléchargeables sur le site : www.e-bourgogne.fr et un code d'accès sera indiqué dans le courrier de consultation adressé à chaque Titulaire, lui permettant ainsi d'accéder au dossier.

Chaque Titulaire devra déposer son offre par voie dématérialisée sur ce même site dans un délai prescrit.

Le document de consultation précisera également l'ensemble des informations concernant le marché subséquent qui n'ont pas été prévues ou n'étaient pas connues lors de la rédaction de l'accord-cadre, notamment la durée des marchés subséquents.

Pour chaque lot, un acte d'engagement par marché subséquent sera alors signé avec le Titulaire de l'accord-cadre ayant présenté l'offre la plus avantageuse, au regard des critères d'attribution annoncés à l'article 6.2 du RC.

Le pouvoir adjudicateur transmet aux candidats attributaires de l'accord-cadre la lettre de consultation des marchés subséquents, dans un délai d'une semaine avant la date limite de réception des offres. La date limite de réception des offres a lieu entre mardi et jeudi, à treize (13) heures. Les offres ont une durée de validité de deux (2) heures à compter de cette date limite de réception.

L'attributaire de chaque marché subséquent est informé de l'acceptation de son offre, au plus tard deux (2) heures après la date limite de remise des offres.

Le Coordonnateur communique l'acte d'engagement du marché subséquent en y portant les mentions suivantes :

- la durée du marché subséquent ;
- la date de début de fourniture et la période pendant laquelle a lieu cette fourniture pour chacun des Points de livraison du marché subséquent ;

Article 10. Modalités d'exécution des prestations

10.1.Notification des marchés subséquents

Conformément à l'article 9.3 du présent CCAP, la notification des marchés subséquents n'emporte pas début de fourniture. En revanche, elle engage le Titulaire du marché subséquent envers les Membres et le GRD à accomplir l'ensemble des opérations nécessaires et préalables à l'exécution des prestations telles que décrites à l'article 4.3. du CCTP ainsi que de l'ensemble des engagements contenus dans le Mémoire technique du Titulaire.

10.2. Rattachement d'un Point de livraison

En cours d'exécution du marché subséquent, et dans la limite des volumes indiqués pour chaque Lot à l'Article 5 du présent CCAP, des Points de livraison (PDL) non mentionnés dans le bordereau des PCE (annexe 4 du CCTP) peuvent faire l'objet d'un rattachement. A titre indicatif, ce rattachement peut notamment survenir à la faveur de la mise en service d'un nouveau site, de l'échéance de contrats conclus à prix de marché, etc.

Le rattachement d'un Point de livraison est formalisé par un ordre de service établi par le Membre conformément à l'article 4.4. du CCTP et dont un modèle figure à l'annexe 1 du CCTP.

Conformément à l'article 11.1.1 du présent CCAP, le Terme Forfaitaire mensuel TF du Point de livraison ainsi rattaché est déterminé en application des formules indiquées à cet article.

Conformément à l'article 11.1.2 du présent CCAP, son Terme de Quantité est déterminé en application du tableau contenu à cet article.

Pendant la durée du marché subséquent chaque membre ne pourra demander le rattachement de nouveaux sites au-delà d'une limite de 10% d'augmentation du volume de consommations du lot concerné (cf. Article 5 du présent CCAP).

Quand ils sont connus, des cas de rattachement de Points de livraison sont mentionnés dans la colonne « Date d'entrée décalée dans le marché » de l'annexe 4 du CCTP « Bordereau des PCE ». Ces dates portent ordre de rattachement des PDL correspondants sans qu'il soit nécessaire, pour le membre, de produire un ordre de service complémentaire.

10.3. Détachement d'un Point de livraison

En cours d'exécution du marché subséquent, des Points de livraison peuvent faire l'objet d'un détachement. A titre indicatif, ce détachement peut notamment survenir pour un motif légitime au sens du Contrat d'Acheminement sur le Réseau de Distribution (CAD), à la faveur par exemple d'un changement définitif d'énergie, d'une cessation définitive d'activité sur le site, etc. Quand ils sont connus, des cas de détachement de Points de livraison sont mentionnés dans la colonne « Date prévue de sortie du marché » de l'annexe 4 du CCTP « Bordereau des PCE ».

Le détachement d'un Point de Livraison est formalisé par un ordre de service établi par le Membre conformément à l'article 4.5. du CCTP et dont un modèle figure à son annexe 2.

Le Terme forfaitaire mensuel n'est plus dû en cas de détachement d'un Point de livraison.

Pendant la durée du marché subséquent chaque membre ne pourra demander le détachement d'un site au-delà d'une limite de -10% de baisse du volume de consommations du lot concerné (cf. Article 5 du présent CCAP).

10.4. Relations avec le GRD

Les Membres déclarent être titulaires d'un Contrat de Livraison Direct (CLD) avec le GRD ou s'engagent à conclure un tel contrat au plus tard à la date de début de fourniture pour le Point de livraison concerné. Dans le cas contraire, les Conditions Standard de Livraison du GRD, qui sont réputées avoir été acceptées par les Membres, s'appliquent.

Les Titulaires des marchés subséquents respectent les dispositions du Contrat d'acheminement régissant les conditions d'accès aux réseaux publics de distribution de gaz naturel du GRD pour les Fournisseurs. En particulier, les prix mentionnés au Catalogue des Prestations du GRD sont facturés sans marge aux Membres. Les Titulaires des marchés subséquents sont réputés avoir été mandatés

par le GRD pour toute question portant sur l'acceptation, l'interprétation, l'exécution et la résiliation des Conditions Standard de Livraison (CSL) par les Membres.

Article 11. Condition de prix

Les prix indiqués hors toute taxe (HTT) ne comprennent ni la Contribution Tarifaire d'Acheminement (CTA), ni la Taxe Intérieure sur Consommation de Gaz Naturel (TICGN), ni aucune autre taxe ou contribution de toute nature.

11.1. Structure du prix

Le prix global couvre le coût de la fourniture et de l'acheminement de gaz naturel ainsi que les services nécessairement liés à la fourniture, tels que décrits à l'article 5 du CCTP et dans le Mémoire technique du Titulaire.

Le prix ne comprend pas les prestations spécifiques demandées au GRD et figurant au Catalogue des Prestations du GRD. Ces prestations seront refacturées aux membres du groupement sans surcoût.

Ce prix binôme se compose d'un Terme forfaitaire mensuel « Abonnement », exprimé en HTT/mois, facturé à terme échu, et ci-après désigné « TF », et d'un Terme unitaire appliqué aux quantités fournies, exprimé en HTT/MWh, et ci-après désigné « TQ ».

11.1.1. Terme forfaitaire (TF)

Le TF est propre à chaque Point de livraison. Il a vocation à recouvrir, au centime d'euros près (sans marge), les parts fixes, indépendantes de la consommation, des tarifs publics d'Accès aux Tiers des Réseaux Publics de Transport (ATRT) et de Distribution (ATRD).

Il est déterminable par des formules de calcul du TF établies ci-après :

Pour les points de livraison relevant des options tarifaires T1, T2 ou T3 :

$$TF = AA + [Coef A \times Zi \times CAR] \times [TCS + (TCR \times NTR) + TCL]$$

Pour les points de livraison relevant des options tarifaires T4 :

$$TF = AA + CJs \times [TAC + TCS + (TCR \times NTR) + TCL]$$

Avec :

AA : Abonnement annuel du tarif d'utilisation des réseaux publics de distribution publié au Journal Officiel.

Coef A : Coefficient dépendant de la Zone d'Equilibrage Transport et du Gestionnaire du Réseau de Distribution sur lequel est implanté le Point de Livraison. Ce coefficient est consultable sur le site du « Groupe de Travail Gaz 2007 » (<http://www.gtg2007.com>) dans la rubrique « Table de calcul des capacités normalisées ».

Zi : Coefficient lié au Profil d'Allocation GRD et à la station météo dont dépend le PITD du Point de Livraison. Ce coefficient est consultable sur le site du « Groupe de Travail Gaz 2007 » (<http://www.gtg2007.com>) dans la rubrique « Table de calcul des capacités normalisées ».

CAR : Consommation Annuelle de Référence du Point de Livraison en MWh. Cette valeur est fournie par le Gestionnaire du Réseau de Distribution.

TCS : Terme de Capacité de Sortie du réseau principal du Gestionnaire de Réseau de Transport sur lequel est implanté de la Point de Livraison. Ce coefficient est consultable dans la délibération de la CRE portant décision sur l'évolution des tarifs d'utilisation des réseaux de transport de gaz naturel.

TCR : Terme de Capacité de transport sur le réseau Régional du Gestionnaire de Réseau de Transport sur lequel est implanté de la Point de Livraison. Ce coefficient est consultable dans la délibération de la CRE portant décision sur l'évolution des tarifs d'utilisation des réseaux de transport de gaz naturel.

NTR : Niveau de Tarification Régional du PITD sur lequel est implanté le Point de Livraison. Cette valeur est consultable sur le site du « Groupe de Travail Gaz 2007 » (<http://www.gtg2007.com>) dans la rubrique « Table des PITD par commune » et à l'annexe 1 de la délibération de la CRE portant décision sur l'évolution des tarifs d'utilisation des réseaux de transport de gaz naturel.

TCL : Terme de Capacité de Livraison du Gestionnaire de Réseau de Transport sur lequel est implanté le Point de Livraison. Ce coefficient est consultable dans la délibération de la CRE portant décision sur l'évolution des tarifs d'utilisation des réseaux de transport de gaz naturel.

CJs : Capacité Journalière Souscrite par le client (en MWh/jour) pour chaque Point de Livraison relevant de l'option tarifaire T4.

TAC : Terme de souscription Annuel de Capacité journalière (en €/MWh/j) du tarif d'utilisation des réseaux publics de distribution publié au Journal Officiel pour les Point de Livraison relevant de l'option tarifaire T4.

S'agissant des Points de livraison faisant l'objet d'un rattachement en cours de marché subséquent, le TF annuel résulte de l'application de ces formules, prenant en compte les CAR et les profils résultant de la mise à jour annuelle opérée par le GRD ainsi que les variations intervenues en application de l' du présent CCAP.

Le TF n'est plus dû en cas de détachement du Point de livraison intervenant dans les conditions prévues à l'article 10.3 du présent CCAP.

Quelle que soit la tranche tarifaire de distribution et suivant la fréquence de facturation définie avec le Membre, la facturation du TF est calculée au prorata temporis.

Le TITULAIRE met à disposition du coordonnateur un fichier générateur type Excel du Terme Forfaitaire dans les deux (2) mois suivant la notification du marché. Ce fichier générateur est actualisé à chaque mouvement tarifaire ATRD et ATRT et est transmis au coordonnateur au plus tard le jour du mouvement tarifaire (le 1^{er} avril pour l'ATRT et le 1^{er} juillet pour l'ATRD). En complément, le TITULAIRE transmet au coordonnateur un tableau chiffrant le montant de l'ATRD et de l'ATRT, par PCE, dans les mêmes délais que le fichier générateur type Excel du Terme Forfaitaire.

Une évolution des coûts de stockage en cours d'exécution du marché subséquent peut être répercutée sur le terme forfaitaire à la seule condition qu'elle fasse l'objet d'une régulation tarifaire se traduisant par une modification des composantes des tarifs d'accès des tiers aux réseaux de distribution ou de transport supportés par le consommateur final. Aucune autre évolution des charges de stockage pesant sur le fournisseur ne peut faire l'objet d'une répercussion en cours d'exécution du marché subséquent.

11.1.2. Terme quantité TQ

Le Terme de Quantité TQ(i) exprimé en €/HTT/MWh s'applique aux quantités consommées d'un PCE contient :

- le terme TQ(i)_{GRD} correspondant au prix proportionnel, au centime d'euros près (sans marge), du tarif d'utilisation des réseaux publics de distribution du GRD concerné publié au journal officiel et propre à chaque point de livraison suivant sa tranche tarifaire de distribution TD(i).
- le terme de molécule TM commun à tout le lot considéré

$$TQ(i) = TQ(i)_{GRD} + TM \quad \text{où } i \in \{1, 2, 3, 4\}$$

Le TQ(i) déterminé comme ci-dessous dans l'acte d'engagement des marchés subséquents s'applique à tous les PCE appartenant à une même tranche tarifaire de distribution TD(i) selon le tableau ci-dessous.

Données GRD	Tranche tarifaire de distribution TD(i)	Terme de Quantité TQ(i)
CAR inférieure à 6 000 kWh	TD1	TQ1
CAR de 6 000 kWh à 300 000 kWh	TD2	TQ2
CAR de plus de 300 000 kWh à 5 000 000 kWh	TD3	TQ3
CAR de plus de 5 000 000 kWh sans souscription de capacité	TD3	TQ3
CAR de plus de 5 000 000 kWh avec souscription de capacité	TD4	TQ4

Le Terme de Molécule TM figurant dans l'acte d'engagement des marchés subséquent (€/HTT/MWh) couvre notamment :

- * les coûts de l'énergie pour la fourniture des points de livraison du lot concerné ;
- * les coûts induits par les transactions d'achat et de vente que le Titulaire aura à opérer sur les marchés de l'énergie dans le cadre du contrat de fourniture ;
- * les frais afférents à l'assurance et au stockage ;
- * les coûts résultant pour le titulaire des obligations d'économies d'énergie visées aux articles L. 221-1 et suivants du code de l'énergie ;
- * les coûts liés à la réalisation de l'ensemble des services associés et prestations réalisées par le titulaire décrits dans le CCTP et le CCAP ;
- * notamment les coûts liés aux marges pour risques et les charges et marges bénéficiaires des titulaires.

Selon la décision prise par le coordonnateur au stade de chaque marché subséquent, les prix du TM seront :

- fermes au sens de l'article 18 du décret n°2016-360 relatif aux marchés publics
- révisables au sens de l'article 18 du décret n°2016-360 relatif aux marchés publics

Ce choix figurera dans le cahier des clauses spécifiques (CCS) de chaque marché subséquent.

Le bordereau des prix unitaires fait apparaître le surcoût exprimé en €/HTT/MWh associé aux garanties d'origine visées à l'article L. 446-3 du code de l'énergie, lorsqu'un membre du groupement souhaite bénéficier de gaz naturel produit à partir de biométhane selon les modalités décrites à l'article 5.3 du CCTP. Ce surcoût est ferme pour toute la durée du marché.

Le fournisseur, s'il est établi hors de la France, prendra à sa charge tous les frais et taxes à régler le cas échéant au transporteur d'énergie pour l'acheminement du gaz naturel jusqu'à la frontière française, ainsi que dans le cadre de l'accord de participation qu'il conclura avec GRT gaz.

11.2. Révision des prix des marchés subséquents

Pour chaque lot, les prix varient dans les conditions suivantes.

11.2.1. Evolution des tarifs publics d'acheminement

Les modifications liées aux évolutions des tarifs publics d'Accès aux Tiers des Réseaux Publics de Transport et de Distribution (ATRT et ATRD) sont répercutés par le Titulaire au centime d'euro près.

L'impact sur le Terme Forfaitaire d'un PCE doit être identifiable à partir du fichier générateur type du Terme forfaitaire par application de la Formule des TF mentionnée à l'article 11.1.1 concernant le Terme Forfaitaire (formule utilisée également pour le calcul du TF d'un PCE non mentionné au Bordereau des PCE). Le TF recalculé suite à un mouvement tarifaire ATRD ou ATRT prend en compte la dernière CAR actualisée par le GRD.

L'impact sur le Terme de Quantité d'un PCE doit être identifiable à partir du Bordereau des Prix Unitaire (contenant les TQ(i)) par application de la formule mentionnée à l'article 11.1.2 du CCAP (Terme Quantité TQ).

Les éléments recouverts dans le TF doivent pouvoir être identifiables, tant dans leur consistance que dans leur valeur, notamment afin de respecter la logique des pouvoirs publics sur le plan fiscal au regard de l'application des taux réduits de TVA sur cette composante.

Dans le cas d'un rattachement d'un PCE prévu à l'article 4.4 du CCTP, le TF se calcule par application de la formule des TF mentionnée à l'article 11.1.1 du CCAP

Terme de quantité : $TQ(i) = TQ(i)_{GRD} + TM$ où $TQ(i)_{GRD}$ désigne la part proportionnelle aux quantités distribuées du tarif public de distribution du GRD distribuant le PCE.

Chaque mouvement tarifaire de l'ATRD ou de l'ATRT fait l'objet d'une communication au Coordonnateur par le Titulaire du marché subséquent. Le Titulaire communique les informations au membre qui en ferait la demande.

Comme stipulé à l'article 11.1.1 du présent CCAP, le Titulaire actualise le fichier générateur type Excel du Terme forfaitaire et transmet au coordonnateur un tableau chiffrant le montant de l'ATRD et de l'ATRT par PCE.

11.2.2. Evolution du PEG Nord

Dans le cas où le Terme de Molécule serait révisable, la révision s'effectue mensuellement à compter du mois suivant la remise de l'offre et selon la formule suivante :

$$TM_M = TM_0 + (PEG_M - PEG_0)$$

Avec :

TM_0 = Terme de Molécule en €/MWh déterminé par le Titulaire au Bordereau des Prix Unitaire lors de la remise de l'offre au marché subséquent,

PEG_M = valeur « PEG Nord Month M AAA » de l'indice officiel «Pownext® Gas Futurs Monthly Index », moyenne des cours de compensation quotidiens du contrat « Front Month » (prochain mois de livraison). Cet indice est consultable en libre accès est publié le dernier jour ouvré du mois précédant le mois M de l'année AAAA sur le site de Pownext (<http://www.pownext.com>) dans la rubrique « Données de marché » / « PEGAS Futures »,

PEG_0 = valeur du PEG_M du mois de la remise de l'offre au stade du marché subséquent (dernier indice connu) reporté sur le Bordereau des Prix Unitaires.

La méthode utilisée pour le calcul des arrondis figure dans le mémoire technique remis par le Titulaire dans le cadre de son offre.

En cas de disparition de l'indice de référence, les parties s'accorderaient sur le choix d'un indice de substitution.

11.2.3. Evolution du dispositif de stockage

Dans le cas d'une répercussion des coûts de stockage sur le Terme Forfaitaire, comme précisé à l'article 11.1.1 du présent CCAP, ou dans une taxe régalienne, ces coûts, jusqu'alors supportés par le Terme de Molécule (TM), seraient déduits du TM précisé par le candidat dans le Bordereau des Prix Unitaires. Les parties se rencontreront pour en définir les modalités d'application.

11.3. Pénalités pour dépassement de capacité journalière

Concernant les Points de livraison qui relèvent de la tranche tarifaire de distribution à souscription (TD4), en cas de dépassement de la Capacité journalière souscrite indiquée au Bordereau des PCE (annexe 4 du CCTP) ou définie dans l'ordre de service de rattachement d'un nouveau Point de livraison, le titulaire du marché subséquent répercute au centime d'euros près (sans marge) au Membre les pénalités prévues par le tarif en vigueur d'utilisation des Réseaux Publics de Distribution et de Transport de gaz naturel.

Dans ce cas, le Titulaire a obligation de se rapprocher du Membre avant le 10 du mois suivant le dépassement afin d'alerter le Membre et de lui proposer une modification de la capacité journalière d'acheminement souscrite conformément aux règles de fonctionnement du GRD et du GRT.

11.4. Prix de règlement

Les prix des prestations sont formulés et payés en euros.

Les prix figurant dans l'acte d'engagement du marché subséquent sont hors toutes taxes.

Ils ne comprennent ni la taxe sur la valeur ajoutée (TVA), ni la contribution tarifaire d'acheminement (CTA) ni la taxe intérieure sur la consommation de gaz naturel (TICGN) ni les parts fixes et variables des tarifs publics d'Accès aux Tiers des Réseaux Publics de Transport (ATRT) et de Distribution (ATRD) ni aucune taxe ou contribution de toute nature.

Le prix de règlement découle de l'application des prix HTT auxquels s'appliquent l'ensemble des taxes ci-dessus.

Le prix de règlement tient compte des variations éventuelles du taux ou de l'assiette des taxes applicables.

En cas de variation du prix, les modifications induites sont appliquées selon la règle du *prorata temporis*.

11.5. Possibilité d'une clause de swap

Le pouvoir adjudicateur souhaite avoir la possibilité de basculer d'une structure de prix indexé sur une structure de prix fixe en cours d'exécution des Marchés Subséquents.

Cette modalité sous forme d'option permettra au pouvoir adjudicateur de modifier, en cas d'exercice de l'option, le prix de la fourniture de l'énergie applicable à la période contractuelle dudit Marché Subséquent restant à approvisionner en gaz naturel en adoptant une structure de prix fixe de marché si le prix initial du Marché Subséquent était basé sur une structure de prix indexé.

Le candidat décrira dans son mémoire technique la méthodologie et les moyens envisagés dans le cas où le pouvoir adjudicateur retiendrait cette modalité de swap au stade des marchés subséquents.

Il précisera notamment :

- Les éventuelles contraintes permettant de donner droit à cette modalité au stade des Marchés Subséquents, notamment en termes de volume minimal du marché considéré, de lot concerné, ou de calendrier (dates à laquelle l'exercice de l'option est possible, horaire de passation des ordres, préavis, durée de validité de l'offre, etc),
- Le mode opératoire
- Le surcoût occasionné par cette modalité de swap.

Les modalités de cette clause de swap seront définies au CCS – Marché Subséquent.

Article 12. Modalités de règlement

Par dérogation à l'article 11 du CCAG-FCS, la demande de paiement est remplacée par une facture.

12.1. Délai global de paiement

Le délai global de paiement est déterminé en fonction des règles applicables à chaque Membre.

Les personnes publiques sont soumises à l'application du décret n°2013-269 en date du 29 mars 2013 relatif à la lutte contre les retards de paiement dans les contrats de la commande publique.

Le délai global de paiement ne peut excéder :

- | | |
|---|----------|
| - pour les Etablissements publics de santé | 50 jours |
| - pour l'Etat et ses établissements publics | 30 jours |
| - pour les collectivités territoriales et les établissements publics locaux | 30 jours |

Lorsque les sommes dues en principal par les personnes publiques ne sont pas mises en paiement à l'échéance prévue à l'expiration du délai de paiement, le Titulaire créancier a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, cette dernière étant fixée à 40 euros. (art. 9 du décret n° 2013-269).

Pour les Membres relevant de la comptabilité privée, ce sont les dispositions de la Loi n° 2008-776 du 4 août 2008 de modernisation de l'économie modifiée par la loi n°2010-853 du 23 juillet 2010 (article 35) reprises à l'article L. 441-6 du Code de commerce, qui s'appliquent.

12.2. Modalités de règlement

Pour les Membres soumis aux règles de la comptabilité publique, le règlement peut s'effectuer à l'échéance sous forme de :

- mandat administratif puis paiement ;
- paiement sans mandatement préalable sous réserve de la signature d'une convention entre l'ordonnateur et son comptable public (instruction 01-021 M0 du 16 février 2001) ;
- prélèvement sous réserve, de la signature de la convention tripartite (ordonnateur, comptable et le titulaire du marché subséquent) établi par le Ministère en charge du Budget.

Pour les Membres relevant de la comptabilité privée, le règlement des factures s'effectue de préférence par prélèvement.

Le titulaire du marché subséquent devra être en capacité de mettre en place ces différentes modalités de paiement.

Les modalités de règlement sont précisées, par membre, à l'annexe 4 du CCTP.

12.3. Financement

Le marché est financé par les ressources propres de chaque Membre du groupement.

12.4. Facturation

Les modalités de facturation sont indiquées dans le Mémoire de chaque Titulaire de l'accord cadre et doivent respecter les clauses prévues à l'article 5.1 du CCTP.

La facture ne respectant pas ces modalités donne lieu à suspension du délai de paiement, jusqu'à présentation d'une facture conforme.

En cas de régularisation donnant lieu à un avoir, ce dernier vient en déduction de la facture suivante et ne peut donner lieu à l'émission d'une lettre-chèque de remboursement.

Article 13. Autorisation de fourniture de gaz naturel

Le ou les titulaire(s) doivent être agréés pour la fourniture de gaz naturel aux clients assurant une mission d'intérêt général (MIG), conformément aux articles L 443-1 et suivants du Code de l'énergie.

Article 14. Attestations et assurances

Conformément aux dispositions en vigueur, les Titulaires produisent, tous les 6 mois jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre, les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du Code du travail.

Conformément à l'article L.8222-6 du code du travail, si le titulaire ne s'acquitte pas des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail, le pouvoir adjudicateur, après avoir été informé par un agent de contrôle de la situation irrégulière du titulaire du présent marché subséquent, met en demeure ce dernier de faire cesser sans délai la situation.

L'entreprise mise en demeure à deux (2) mois pour apporter la preuve qu'elle a mis fin à la situation délictuelle. A défaut, le présent marché subséquent peut être résilié, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

Par ailleurs, à tout moment au cours de l'exécution de l'accord-cadre, les Titulaires de l'accord-cadre

devront pouvoir justifier, au moyen d'une attestation, qu'ils sont couverts, pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 et 1384 du Code civil, ainsi qu'au titre de la responsabilité professionnelle, en cas d'accidents ou de dommages causés à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre.

De la même manière, à tout moment au cours de l'exécution d'un marché subséquent, le Titulaire du marché subséquent doit pouvoir justifier, au moyen d'une attestation, qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 et 1384 du Code civil, ainsi qu'au titre de la responsabilité professionnelle, en cas d'accidents ou de dommages causés à l'occasion de l'exécution du marché.

Article 15. Confidentialité

Chaque Titulaire qui, à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre et de ses marchés subséquents, a reçu communication à titre confidentiel des renseignements, documents ou objets quelconques, est tenu de maintenir confidentielle cette communication.

Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation du pouvoir adjudicateur, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître. Il en est pareillement de tout renseignement de même nature parvenu à la connaissance du Titulaire à l'occasion de la fourniture ou de l'exécution du service.

L'ensemble des Membres s'engage à maintenir confidentielles les informations, signalées comme telles, qu'il aurait pu recevoir du Titulaire.

Le Titulaire et l'ensemble des membres s'engagent, chacun pour leur part, à ne pas divulguer toute information confidentielle en provenance de l'autre partie qui pourrait leur parvenir à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre et de ses marchés subséquents.

Les données de comptage sont propriété du client, confidentielles, et ne peuvent donc, en aucun cas, être communiquées à une tierce personne.

Les règles de confidentialité des GRD sont applicables et opposables dans cet accord-cadre et ses marchés subséquents.

Article 16. Résiliation

Il sera fait application du chapitre 6 du CCAG – Fournitures Courantes et Services pour l'accord-cadre et ses marchés subséquents.

La résiliation pourra le cas échéant être prononcée au frais et risques du titulaire.

En complément, il est précisé que la résiliation de l'accord-cadre n'emporte résiliation du ou des marchés subséquents en cours que si cela est expressément précisé dans la décision de résiliation de l'accord-cadre.

En complément du CCAG, le pouvoir adjudicateur peut également résilier le marché subséquent aux torts du Titulaire en application de l'article L443-1 du Code de l'énergie, sans que celui-ci puisse prétendre à indemnité, et le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques.

Dans le cas où les pénalités appliquées, décrites à l'article 4.5 du présent CCAP, atteindraient le seuil de vingt (20)% de la facturation globale annuelle hors TVA réglé par les membres au titulaire pour

chaque lot concerné, le coordonnateur pourra demander la clôture du marché au frais et risques du titulaire après une préalable mise en demeure de ce dernier.

Un fournisseur de dernier recours se substitue au titulaire défaillant dans les conditions prévues par les textes législatifs et réglementaires en vigueur.

Article 17. Modification ultérieurs de l'accord cadre et des marchés subséquents

L'accord-cadre et les marchés subséquents pourront être modifiés dans les cas listés à l'article 139 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics.

En application de l'article 139-1° et -4°a) du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, l'accord-cadre et ses marchés subséquents pourront être modifiés, sous la forme de clauses de réexamen, donnant lieu à la conclusion d'un avenant, dans les cas suivants :

- En cas de modification des clauses de variation des prix,
- En cas d'utilisation de la méthode dite du swap, le pouvoir adjudicateur se laisse la possibilité de bénéficier de nouveaux prix de marché sur une période donnée.

Article 18. Garantie

Il n'est pas prévu de période de garantie ni de retenue.

Article 19. Avance

Sous réserve des conditions prévues à l'article 110.I du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, une avance est versée aux titulaires des lots de montants supérieurs au seuil fixé par la réglementation en vigueur, sauf indication contraire portée dans l'acte d'engagement.

En complément du présent CCAP, l'acte d'engagement détermine le droit à l'avance, le montant de l'avance et le délai de paiement de l'avance.

Le taux de l'avance est fixé à 5 %.

L'avance sera calculée, en fonction de la durée du marché, dans les conditions définies à l'article 110-II du décret n°2016-360 relatif aux marchés publics.

Conditions de garanties pour le versement de l'avance

Il est exigé une garantie à première demande en contrepartie de l'avance, sauf pour les organismes publics.

La garantie demandée en contrepartie du versement de l'avance couvrira la totalité de celle-ci.

Le pouvoir adjudicateur accepte qu'une caution personnelle et solidaire remplace la garantie à première demande.

La caution personnelle et solidaire couvrira la totalité du montant de l'avance.

Bénéficiaires de l'avance

En cas de groupement solidaire, les paiements des membres du groupement sont effectués sur un compte unique ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire, géré par le mandataire.

Les modalités de détermination du montant de l'avance à verser sur ce compte s'appliquent alors au montant TTC des prestations réalisées par l'ensemble des cotraitants solidaires.

Par dérogation à l'article 12.1.2 du CCAG FCS, si les paiements des membres du groupement solidaire sont répartis sur chacun des membres du groupement, les dispositions réglementaires sont applicables

à la fois au mandataire et à chacun des cotraitants sur la base de la répartition des paiements identifiée dans l'acte d'engagement.

Le sous-traitant qui demande à bénéficier de l'avance est soumis à l'obligation de présenter, en contrepartie de l'avance qu'il demande, une garantie à première demande d'un montant équivalent à cette avance, dans les mêmes conditions que celles applicables au prestataire principal.

Par dérogation à l'article 11.1 du CCAG, pour la détermination du montant de l'avance d'un sous-traitant, il sera fait application des modalités de calcul précisées à l'article 110-II du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics en retenant le montant TTC en prix de base des prestations sous-traitées et le délai global d'exécution des prestations sous-traitées fixé dans l'acte spécial.

Par dérogation à l'article 11.1 du CCAG, la demande de versement d'avance présentée par un sous-traitant doit être transmise par le titulaire du marché ou le mandataire en cas de groupement.

En cas d'agrément d'un sous-traitant en cours d'exécution du marché, si le titulaire, mandataire ou cotraitant du marché a perçu une avance, la part d'avance correspondant à la partie du marché sous-traitée sera prélevée, que le sous-traitant demande une avance ou non, sur les sommes qui lui sont dues sur la ou les demandes de paiement présentées après la date d'agrément du sous-traitant concerné.

Si les sommes restant dues au titulaire, mandataire ou cotraitant ne permettent pas, lors de la présentation de la demande d'agrément du sous-traitant concerné, le remboursement de l'avance sur la part du marché sous-traitée, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité soit de limiter la sous-traitance en conséquence, soit de refuser l'agrément du sous-traitant.

Modalités de règlement de l'avance

Le versement de l'avance s'effectuera en une seule fois après production de la garantie le cas échéant. Le règlement de l'avance interviendra dans le délai fixé dans l'acte d'engagement.

La remise de la garantie à première demande ou de la caution le cas échéant doit intervenir au plus tard à la date à laquelle le titulaire remet la demande de paiement correspondant au premier acompte relatif à l'exécution du marché ou de la tranche. Dans l'hypothèse où la garantie ou la caution n'est pas constituée dans les conditions ci-avant, le titulaire perd jusqu'à la fin du marché la possibilité d'obtenir cette avance.

Modalités de résorption de l'avance

L'avance sera résorbée au prorata du montant des prestations réalisées dès que ce montant atteindra 65 % du montant du marché selon la formule suivante :

Montant de la résorption = Montant de l'avance x (% avancement des Prestations - 65)/15.

La résorption de l'avance s'effectuera, sur chaque demande d'acompte, par prélèvement sur les sommes dues à chaque tiers (titulaire, cotraitants).

Article 20. Droit - langue et monnaie

Le droit français est seul applicable aux présents accord-cadre et marchés subséquents. Les tribunaux administratifs français sont seuls compétents en cas de litige concernant l'application ou l'exécution de ces contrats.

Les conditions générales de vente du titulaire ne sont pas applicables au présent marché.

Les Titulaires emploient la langue française dans tous leurs échanges avec les Membres quel qu'en soit le support (factures, documents, rapports, correspondances écrites ou orales).

Les prix des prestations sont formulés et payés en euros.

Article 21. Différends et litiges

Il sera fait application des dispositions de l'article 37 du CCAG-FCS.

En cas de litiges entre les parties contractantes, le tribunal compétent est le Tribunal Administratif de DIJON conformément aux dispositions de l'article R 312-11 du Code de Justice Administrative.

Article 22. Dérogations

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du présent accord-cadre sont apportées aux articles suivants du CCAG FCS :

L'article 4.5 du présent CCAP déroge à l'article 14 du CCAG FCS

L'article 8 du présent CCAP déroge à l'article 4.1 du CCAG-FCS

L'article Article 12 du présent CCAP déroge à l'article 11 du CCAG FCS

Article 23. Liste des annexes au présent CCAP

Annexe 1 : Liste des Membres du groupement de commande

Article 24. Signature du candidat

A : Bordeaux

Le 8 juin 2017

Mention(s) manuscrite(s)

"Lu et approuvé"

Signature(s) du titulaire, mandataire, (ou des) prestataire(s)

Lu et approuvé


GAZ DE BORDEAUX
SAS au capital de 500 000 euros
RCS BORDEAUX 502 941 479 - Code APE 3523Z
6 Place Ravezies - 33075 Bordeaux Cedex
www.gazdebordeaux.fr